

ement en eau



hôpital Centre-Sud de Houdemont, dont les besoins quotidiens sont évalués à 600 m³, et d'un taux de sécurisation de 20 % tenant compte des pointes de consommation qui fluctuent selon les saisons, des incidents techniques et de la disponibilité en cas de sécheresse, comme ce fut le cas ces dernières années... Les critères sont donc nombreux.

Globalement, pour la province de Luxembourg, on en arriverait sans travaux à un déficit estimé de 11.400 m³ par jour, les ressources complémentaires potentielles à mettre en œuvre se situant à 17.000 m³/jour. Les nouveaux projets régionaux prioritaires portent donc sur diverses extensions : la sécurisation de la commune de Dardennes grâce à une jonction Fays-Famenne/Haut-Fays, soit une canalisation à poser de 8 km pour 2,6 millions d'euros, dédoublement de la canalisation entre Strainchamps et Fauvillers pour sécuriser Léglise et le zoning de Molinfaing (3,5 km pour 1,4 million), liaison Libramont-Neufchâteau (11,5 km pour 6,5 millions), optimisation de la station de traitement et de stockage de Bras, une nouvelle liaison Stockem (Arlon)-Habay pour répondre aux futurs besoins de cette commune en butte à de futurs développements (grand hôpital et nombreux lotissements : 12,5 km pour 5,5 millions), alors qu'Habay est actuellement alimentée par le barrage de Nisramont. Outre une double sécurisation, cette jonction permettra aussi de soulager ce barrage qui a été sollicité comme jamais cet été et a montré ses limites...

« Mais d'autres travaux sont également prévus en dehors du budget de 17 millions d'euros », commente Ghislain Collignon. « Je parle du renforcement du pompage à Bertrix et Chassepierre pour sécuriser Bouillon et Neufchâteau, du renforcement à Ortho pour sécuriser le plateau de Bastogne et Fauvillers-Martelange, et de la mise en service d'un second puits à Semel pour sécuriser Neufchâteau. »

On le voit, les opérateurs ne restent pas les bras croisés et se tournent résolument vers l'avenir pour que chaque Wallon ait le droit de recevoir de l'eau, financée par le consommateur en vertu du fameux coût-vérité, variable selon l'endroit où on habite !

en Centre-Ardenne et en Famenne, alors que l'extrême sud (le pays d'Arion et la Gaume) possède suffisamment de ressources et que la plupart des communes ont réalisé d'importants travaux de sécurisation/renouvellement de leurs installations à l'époque où les subsides européens et régionaux étaient conséquents. C'est le cas d'Etalle et de Saint-Léger notamment. « Il faut arrêter de creuser des puits coûteux qui sont à la limite en quantité et en qualité », explique Ghislain Collignon, qui a travaillé comme expert pour la SWDE sur ce projet de schéma régional du sud. « Il était important d'avoir une vision plus large

avec tous les opérateurs pour travailler en partenariat, sans que cela ne mette en cause l'indépendance des communes qui souhaitent rester souveraines à ce niveau. »

Le SRRE a donc étudié en détail les besoins en eau de cette vaste région à l'horizon 2050, en tenant compte des prévisions d'évolution de la population (étude Iweps 2035), des études d'Aquawal liées au développement territorial et de l'évolution des consommations, de l'évolution des besoins des principaux parcs d'activité économique sur la base des consommations et de leur taux d'occupation actuels, mais aussi d'autres projets comme le futur

Saint-Hubert a choisi de rester indépendante

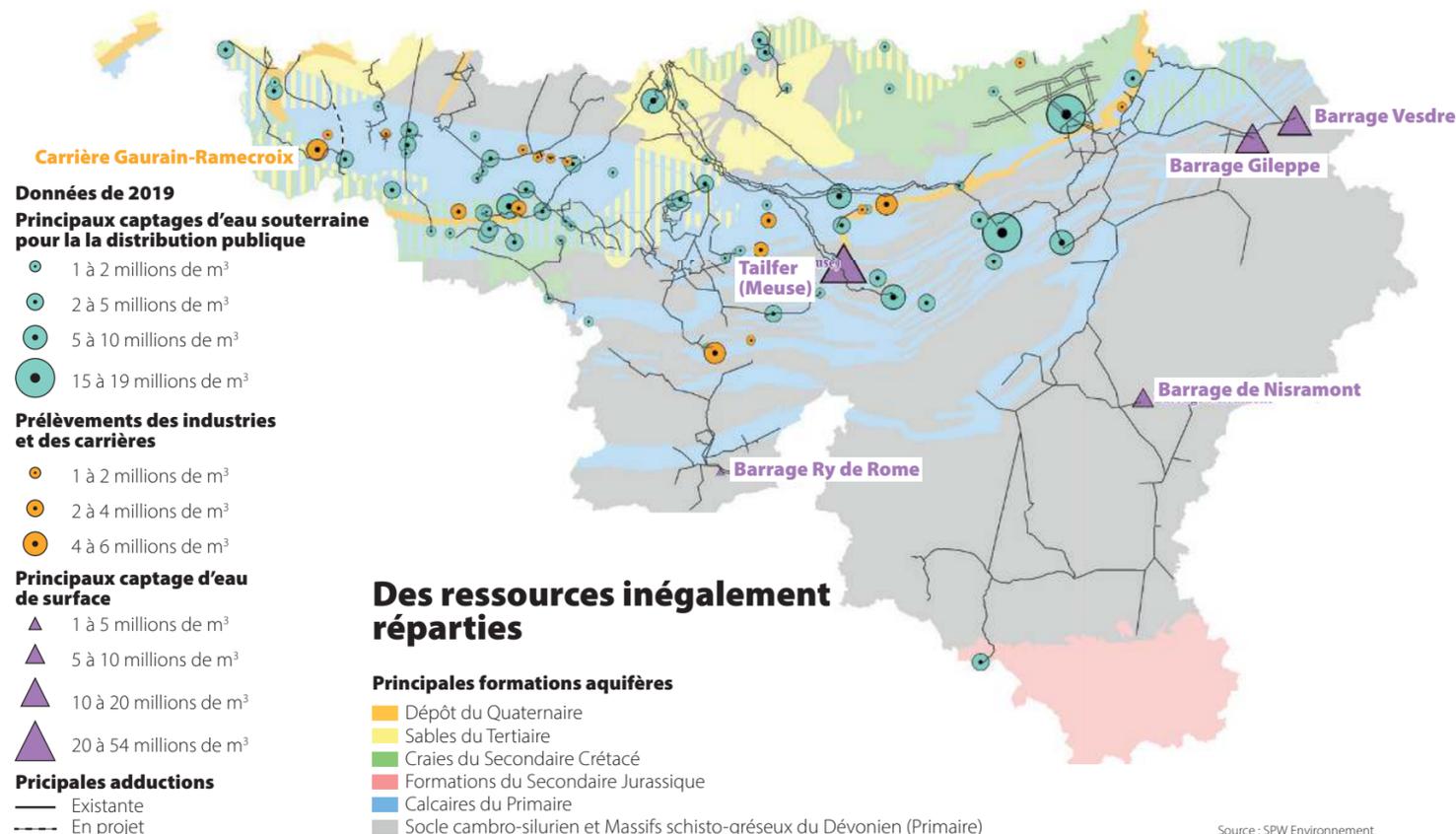


Dans les entrailles d'une station souterraine de captage de l'eau... © J.-L.B.

En Wallonie et à Bruxelles, les communes ont le choix de passer un contrat de cession de leur réseau à des intercommunales ou des sociétés coopératives (SWDE, Vivaqua en Région bruxelloise, Cile...), de rester totalement indépendantes ou d'acheter un pourcentage de m³ à ces sociétés, en complément de leurs ressources propres. En province de Luxembourg comme en Communauté germanophone, l'indépendance des communes est assez viscérale. En Luxembourg, 21 communes sur les 44 restent indépendantes, dont dix totalement. C'est le cas de Saint-Hubert, où il y a eu une consultation populaire à ce propos voici un an. Un quart de la population y a participé et 95 % de ces participants étaient pour l'indépendance. Les élus qui avaient envisagé de

remettre leur réseau à la SWDE en ont dès lors pris acte. Depuis lors, il n'y a plus de contact avec la SWDE. « Nous sommes autonomes et nous gérons », note le bourgmestre, Pierre Henneaux, qui a l'eau dans ses attributions. « Nous n'avons eu besoin que d'un ravitaillement extérieur en 2021 suite à un problème de drain et une fois, l'an passé, suite à une grosse fuite dans un réservoir. Mais nous allons devoir investir dans les années à venir car il y a quelques points noirs sur le réseau, qui est composé de onze captages. Et le rendement des conduites est de 50-60 %. Il faudrait arriver à 75 %. Chaque village a son captage et il y a un peu de connexion entre les réseaux. C'est financièrement impossible à faire. Il va falloir supprimer certains captages sans mettre en péril quoi que ce soit. Nous avons demandé une étude de rationalisation à Idelux Eau. Ceci dit, nous avons prévu un budget sur fonds propres de 1,7 million pour une première tranche de travaux et 5 millions pour les 5 ou 6 ans à venir. Notre m³ d'eau reste un des moins chers de la province de Luxembourg, mais il faudra sans doute augmenter un peu le prix en fonction du fameux coût-vérité. Mais cela restera digeste ! » J.-L.B.

une large réflexion régionale



Pierre Henneaux, bourgmestre de Saint-Hubert. © MICHEL TONNEAU.